

Pour la révolution socialiste mondiale, pour une internationale ouvrière révolutionnaire

LE CAPITALISME EN DÉCLIN ENTRAÎNE L'HUMANITÉ DANS LA BARBARIE

Des émeutes de la faim viennent d'éclater dans 37 pays : Égypte, Cameroun, Côte d'Ivoire, Sénégal, Burkina Faso, Éthiopie, Indonésie, Madagascar, Haïti... Alors que l'inflation se généralise, la croissance économique ralentit aux Etats-Unis, ce qui entraînera probablement une récession mondiale. Les banques centrales (Fed, BCE, BoE...) volent au secours des banques privées qui ont saigné les prolétaires américains ou britanniques et qui se sont mutuellement escroquées. Une phase d'expansion économique, qui s'appuyait sur des taux d'intérêt faibles, sur les gigantesques dépenses militaires américaines (600 milliards de dollars cette année) et sur l'exploitation de centaines de millions de travailleuses et de travailleurs chinois par les grandes entreprises capitalistes du monde entier, s'achève.

Le mode de production capitaliste a accompli depuis longtemps son rôle historique : dissoudre les rapports sociaux archaïques, impulser la science et la technique, surmonter les particularismes locaux grâce à des Etats nationaux, développer l'industrie et les transports, créer un marché mondial... Depuis, le capital s'est concentré et s'est internationalisé de manière irréversible. Le capitalisme est ainsi entré dans sa phase de décadence, l'impérialisme. Les groupes capitalistes qui ont émergé de ce mouvement n'ont pas cessé pour autant de se concurrencer et leur logique est plus que jamais « financière » : ils incarnent par excellence le capital qui n'a d'autre logique que de s'accroître en s'appropriant la plus-value sociale sous forme de profits.

Avec la délégation de la direction effective des grandes entreprises à des dirigeants salariés, les détenteurs des actions sont de plus en plus des parasites sociaux. Le caractère parasitaire du capitalisme en déclin est accentué par l'hypertrophie de la finance, par la multiplication d'activités socialement superflues (publicité...) voire destructives (armements...). Malgré le degré élevé des sciences et des techniques, une proportion importante des producteurs ne dispose pas d'un logement décent, n'a qu'un accès réduit aux soins, à l'instruction, à la culture ; des millions d'êtres humains n'ont ni eau potable ni nourriture suffisante. La recherche est mise au service de la guerre et de la spéculation tandis que l'obscurantisme fleurit. L'informatique sert à espionner les individus, à contrôler les producteurs et à intensifier le travail. Les entreprises deviennent multinationales, alors que les politiciens bourgeois entretiennent le nationalisme et la xénophobie. Les capitaux et les marchandises circulent librement, alors que les déplacements des êtres humains sont limités et parfois interdits. L'accumulation du capital et la recherche du profit mettent en cause l'environnement même de l'espèce humaine.

L'étroitesse des frontières et la propriété privée des moyens de production entravent le développement des forces productives de l'humanité. La survie du capitalisme engendre une succession ininterrompue de guerres et de crises économiques. En moins de vingt ans : bombardement et invasion de l'Irak par l'ONU en 1991, guerre civile en Géorgie en 1991, guerre des Balkans de 1991 à 1999, guerre civile en Afghanistan en 1992, guerre civile en Algérie en 1992, crise monétaire en Europe en 1993, génocide au Rwanda en 1994, crise économique au Mexique en 1994, guerre civile au Congo-Zaïre en 1996, crise économique en Asie du Sud-est en 1997, crise économique en Russie en 1998, deuxième guerre de Tchétchénie menée par la Russie en 1998, guerre entre 9 Etats d'Afrique de 1998 à 2002, bombardements de la Serbie par l'OTAN en 1999, crise boursière mondiale en 2000, invasion de l'Afghanistan par l'OTAN en 2001, crise économique en Argentine en 2001, crise économique en Turquie en 2002, guerre civile en Côte d'Ivoire en 2002, bombardement et invasion de l'Irak en 2003, guerre civile au Soudan en 2003, invasion du Liban par Israël en 2006, crise bancaire en 2007, guerre civile au Kenya en 2008...

Les crises économiques, dont les travailleurs salariés sont les premières victimes, sont inévitablement engendrées par les contradictions du capitalisme. Elles servent de solution temporaire à la suraccumulation du capital, par la destruction d'une partie de celui-ci. Les guerres jouent le même rôle. En outre les dépenses d'armement peuvent temporairement résoudre les problèmes de débouchés. De fait, le militarisme est inséparable de l'impérialisme.

La position du capitalisme nord-américain s'est affaiblie considérablement depuis l'après-guerre. Le pouvoir étasunien, qu'il soit démocrate ou républicain, tente donc d'utiliser sa suprématie militaire pour s'assurer le contrôle des matières premières, affermir sa domination sur les pays dominés, entraver ses concurrents impérialistes (Japon, Allemagne, France...), empêcher les pays capitalistes « émergents » (Chine, Russie, Brésil...) de devenir des rivaux, des puissances impérialistes.

Le résultat est sinistre. La presse américaine vient de révéler que l'administration Bush qui prétend incarner la démocratie et la répandre dans le monde, a prévu au printemps 2002 l'utilisation de la torture dans le détail. Les infrastructures de l'Irak ont été détruites, le pays sombre dans la guerre civile religieuse. L'Afghanistan vit de la culture du pavot, les femmes y sont plus assujetties que jamais. Son protégé en Asie de l'Ouest, Israël, étrangle Gaza, mène des raids meurtriers dans les « territoires » et poursuit la colonisation de la Cisjordanie et de Jérusalem.

COMMENT EN EST-ON ARRIVÉ LÀ, MALGRÉ LA VAGUE RÉVOLUTIONNAIRE DES ANNÉES 1960 ?

Pourtant, voici quarante ans, la révolte de la jeunesse, des peuples opprimés et des travailleurs du monde entier aurait pu déboucher sur le renversement du capitalisme. Le capitalisme en décadence était menacé tant dans les centres impérialistes (mouvement anti-guerre et luttes des Noirs aux Etats-Unis, résurgence de la lutte irlandaise, révolte de la jeunesse en Allemagne en 1967, lutte de la jeunesse au Japon en 1968, révolte de la jeunesse et grève générale en France en 1968, grèves en Italie en 1969, grèves en Grande-Bretagne en 1973, révolution au Portugal en 1974...) que dans les pays capitalistes dominés (révolte de la jeunesse au Mexique en 1968, guerre révolutionnaire au Vietnam, grève générale en Argentine en 1969, résistance palestinienne, guerre d'indépendance dans les colonies portugaises, effervescence en Turquie en 1970, assemblée populaire en Bolivie en 1971, crise révolutionnaire au Chili en 1973, révolte de la jeunesse en Grèce en 1973, grèves au Brésil en 1978, révolution en Iran en 1978, révolution au Nicaragua en 1979...).

Cette vague révolutionnaire internationale mettait en cause l'autre pilier de l'ordre mondial, les bureaucraties privilégiées qui usurpaient le pouvoir des travailleurs dans les pays où le capitalisme avait été exproprié (soulèvement de la jeunesse en Chine et commune des travailleurs de Shanghai en 1966, luttes étudiantes en Pologne en 1968, crise politique en Tchécoslovaquie en 1968, soulèvement ouvrier en Pologne en 1970...).

Les luttes des exploités et des opprimés ont été contenues par la répression policière et militaire, mais ont surtout été dévoyées par leurs propres dirigeants, les partis nationalistes bourgeois et petits-bourgeois, les organisations réformistes et stalinienne. Tous se sont acharnés à dresser contre la révolution prolétarienne le mythe de « la nation » et d'une « étape démocratique », le barrage du « front uni anti-impérialiste » avec la bourgeoisie nationale ou du « front populaire » avec la bourgeoisie démocratique qui protégeaient la propriété privée et l'Etat bourgeois. Par exemple, en France le PCF, qui avait en 1944-1945 désarmé la résistance et fourni des ministres à de Gaulle, a d'abord dénoncé en 1968 le soulèvement de la jeunesse, puis a négocié en tant que direction de la CGT avec le gouvernement quand les travailleurs ont imposé la grève générale et, enfin, a appelé à la reprise du travail et aux élections organisées par de Gaulle.

De Gaulle bénéficia aussi en 1968 de l'appui de Brejnev, Mao, Ho, Tito et Castro, de tous les représentants de couches privilégiées et conservatrices qui prétendaient avoir réalisé le socialisme dans leur pays, alors qu'elles régnaient de manière policière sur des pays économiquement retardés. Leur commune origine était la dégénérescence de l'Etat ouvrier dans le seul pays où le prolétariat avait pris le pouvoir, la Russie issue de la révolution d'Octobre. Faute de partis équivalents au Parti bolchevik, les défaites de la révolution en Europe et en Chine avaient isolé l'URSS et permis dans les années 1920 à la bureaucratie étatique de s'émanciper du contrôle de la classe ouvrière, de détruire le parti révolutionnaire, d'instaurer un véritable totalitarisme. L'Internationale communiste, créée pour la révolution, est devenue au cours des années 1930, dans les mains de la nomenklatura, un instrument de manœuvres avec la bourgeoisie mondiale et de contre-révolution qui a permis la victoire de Hitler et de Franco, avant d'être dissoute comme gage à Roosevelt et Churchill. Les partis « communistes » se vautrent dans le patriotisme, vouent un culte à Staline et à leur chef national, calomnient les révolutionnaires et leurs propres dissidents, instaurent à la violence au sein du mouvement ouvrier. La sociale-démocratie avait fait assassiner Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht et Leo Jogiches ; le stalinisme a assassiné Grigori Zinoviev, Nicolaï Boukharine, André Nin, Lev Trotsky et Tha-Thu-Tau.

Face à la vague révolutionnaire des années 1960 qui menaçait ses privilèges et son existence même, la bureaucratie du Kremlin et ses satellites d'Europe centrale ont mené une campagne antisémite en Pologne en 1967-1968, ont réprimé la jeunesse de Pologne en 1968, ont réprimé la classe ouvrière et la jeunesse en Tchécoslovaquie en 1968 (avec l'approbation de Castro et de Mao), mitraillé la classe ouvrière de Pologne en 1970, réprimé la classe ouvrière en Pologne en 1980 (tout en multipliant les emprunts aux banques impérialistes). La bureaucratie de La Havane apporta en 1973 son soutien au gouvernement de front populaire au Chili (qui comprenait le général Pinochet) et elle condamna en 1979 toute tentative d'imiter la révolution cubaine au Nicaragua. La bureaucratie chinoise, après avoir restauré l'ordre entre 1967 et 1969 grâce à la police politique et à l'armée, a renchéri sur sa rivale russe dans la collusion avec la bourgeoisie américaine, Mao Zedong allant jusqu'à rencontrer Richard Nixon en plein bombardement américain du Vietnam en 1972. Ses successeurs ont écrasé de manière sanglante le mouvement des travailleurs et des étudiants à Pékin en 1989.

La 4^e Internationale avait été proclamée par les bolcheviks-léninistes des années 1930 pour résoudre la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat, causée par la trahison de la 2^e Internationale en 1914 et aggravée par celle de la 3^e Internationale en 1933. Elle avait commencé à acquérir une base ouvrière aux Etats-Unis, puis en France, en Indochine, à Ceylan, en Bolivie... Après le massacre de nombre de ses cadres par le fascisme et le stalinisme, sa direction inexpérimentée se révéla incapable de faire face à la stabilisation du capitalisme et au triomphe apparent du stalinisme ; puis elle se rangea aux côtés de la bureaucratie du Kremlin en 1951 à la veille des premières révolutions ouvrières contre celle-ci (en Allemagne en 1953, en Pologne et en Hongrie en 1956). Le pablisme causa l'éclatement de la 4^e Internationale en 1952-53. Le Comité International de la QI, la fraction constituée par les sections (française, américaine et britannique) qui avaient résisté au révisionnisme, se révéla incapable de reconstruire la 4^e Internationale et de fonctionner de manière centralisée. Tous les épigones de la 4^e Internationale devinrent des suivistes de la bureaucratie stalinienne, de la sociale-démocratie ou du nationalisme bourgeois. La vague révolutionnaire des années 1960 et 1970 se retrouva donc sans direction révolutionnaire, paralysée par le

réformisme des partis « communistes » et « socialistes », par le nationalisme bourgeois et le nationalisme petit-bourgeois, par le guérillérisme maoïste et castriste, par l'anarchisme et le centrisme pseudo-trotskyte.

LA CLASSE OUVRIÈRE A CONNU UN QUART DE SIÈCLE DE RECULS ET DE DÉFAITES

Grâce aux politiques nationales de collaboration de classes et aux alliances contre-révolutionnaires Washington-Pékin et Washington-Moscou, les classes dominantes ont repris l'initiative sous la direction de la principale d'entre elles, la bourgeoisie des Etats-Unis : coup d'Etat au Chili, invasion de Grenade, contras au Nicaragua, contre-révolution des ayatollahs en Iran, défaite des mineurs en Grande-Bretagne, mouvements islamistes en Afghanistan, course aux armements, etc.

Le taux de profit avait baissé à partir des années 1960. Pressée par la crise capitaliste mondiale de 1973, la bourgeoisie a entrepris d'écarter toutes les entraves qui exprimaient la tendance à la socialisation des forces productives. Les Etats bourgeois impérialistes sont parvenus à démanteler, chez eux, l'essentiel des acquis sociaux, et ont abattu, en URSS, en Chine et dans les pays d'Europe centrale, la propriété collective des moyens de production.

En fermant les anciens bastions ouvriers, en restructurant les entreprises, en désindexant les salaires, en restreignant le droit de grève, en utilisant la pression du chômage et la concurrence des travailleurs des pays dominés, en ouvrant des marchés qui leur étaient fermés et en exploitant des millions de travailleurs qui lui échappaient à cause de la propriété étatique ou coopérative, de la planification et du monopole du commerce extérieur, le capitalisme mondial a pu redresser à partir des années 1980 le taux de profit. Les inégalités s'accroissent, des Etats-Unis à la Chine : un pôle de la société, celui qui vit du travail d'autrui, s'enrichit et parade ; un autre, celui qui produit, s'appauvrit et subit la précarité.

Pour un tel résultat, la bourgeoisie a pu s'appuyer sur les bureaucraties étatiques d'origine stalinienne et sur les directions traditionnelles de la classe ouvrière des pays capitalistes.

LES BUREAUCRATIES ÉTATIQUES ET LE RÉFORMISME SE SONT TOTALEMENT SOUMIS AU CAPITAL

Les bureaucraties usurpatrices, soumises à la pression de l'impérialisme et confrontées à l'impasse du « socialisme dans un seul pays », aggravée par leur gestion autoritaire de l'économie collectivisée, dévoilèrent complètement leur nature d'agents de la bourgeoisie mondiale. La bureaucratie russe négocia un accord en Pologne avec l'Eglise catholique en mars 1989, par l'intermédiaire respectif du POUP et de la direction du syndicat Solidarność, et elle autorisa en novembre 1989 l'absorption de la RDA par l'Etat impérialiste allemand. Puis la bureaucratie démantela l'URSS en 1991 et la Yougoslavie en 1992, elle restaura le capitalisme à partir de 1991 en Russie (avec la « thérapie de choc » de Boris Eltsine) et à partir de 1992 en Chine (avec le « socialisme de marché » de Deng Xiaoping).

Dans ces pays, les membres de la bureaucratie ont fait main basse sur les entreprises et ont formé une véritable classe capitaliste avec des chefs de mafias ; d'autres éléments, écartés du pillage, se sont reconvertis en partis politiques qui vont du fascisme à la sociale-démocratie. Les travailleuses et les travailleurs de ces pays subissent désormais l'exploitation et la précarité. En outre, le prolétariat a reçu un coup majeur à l'échelle mondiale car les faits semblent donner raison aux capitalistes et à leurs agents (prêtres de toute obédience, universitaires, journalistes, politiciens bourgeois et réformistes, bureaucrates syndicaux...) : rien ne servirait de prendre le pouvoir, le socialisme serait voué à l'échec, le capitalisme serait le seul système possible, il faudrait s'en accommoder en se consolant avec le patriotisme ou la religion.

Les partis « communistes » des pays capitalistes ont perdu la base matérielle et politique qui les différenciait des partis « socialistes ». Leur dépérissement et leur déclin étant irréversibles, ils sont voués soit à disparaître, soit à s'intégrer à la sociale-démocratie, voire à des partis bourgeois (comme le PD en Italie). Les anciennes guérillas ont évolué vers le banditisme ou ont déposé les armes pour muer en pacifistes, en sociaux-démocrates ou en politiciens conservateurs.

Les appareils corrompus des syndicats ont saboté systématiquement les mouvements des jeunes et des prolétaires, ont empêché la grève générale et négocié toutes les mesures anti-ouvrières avec l'Etat bourgeois et les patrons.

Les anciens partis staliniens et les partis travaillistes ou sociaux-démocrates ont généralement abandonné toute référence à la lutte des classes et au socialisme. Eux qui s'attribuaient abusivement, dans la période précédente, le mérite des concessions arrachées à la bourgeoisie, se sont faits les complices de la réaction, des attaques contre les travailleurs. Les partis réformistes, quand ils accédaient au gouvernement, ont procédé à une politique de même nature que les partis bourgeois : privatisations, démantèlement des régimes de retraites et des allocations chômage, flexibilité de l'emploi, du temps de travail et des salaires, aide à la constitution de grands groupes capitalistes nationaux, défiscalisation des hauts revenus, etc.

Leur aile gauche les a accompagnés dans leur dégénérescence. Si quelques sectes gauchistes fuient la participation aux luttes des masses, abandonnent les syndicats, s'abstiennent lors des élections, la majorité des courants centristes qui survivent ont sombré dans l'opportunisme : appels à l'ONU et enthousiasme pour « l'altermondialisme », les Forums sociaux et autres ATTAC ; illusions dans l'amélioration du capitalisme par le partage des revenus et l'étatisme bourgeois, mot d'ordre systématique d'Assemblée constituante ; soutien politique à des représentants de la bourgeoisie (Chávez, Aquino, Chirac, Obama, Bhutto, López Obrador, Nasrallah, Lugo...) ;

concessions à l'islamisme ; participation à des gouvernements bourgeois (au Népal, au Brésil...). La plupart acceptent la solution de deux Etats en Palestine, ce qui revient à entériner la colonisation israélienne aux côtés de bantoustans palestiniens sous le contrôle économique et militaire d'Israël.

Les organisations « d'extrême-gauche » se sont généralement intégrés aux appareils contre-révolutionnaires des syndicats réformistes et ont parfois créé des syndicats attachés par de multiples liens au patronat et à l'Etat bourgeois (organisations de piqueteros en Argentine, syndicats SUD en France...). Parallèlement, les révisionnistes du léninisme-trotskyisme liquident souvent leurs propres organisations : mise sur pied de partis qui renient les soviets, l'insurrection et la dictature du prolétariat (PSOL au Brésil, Respect en Grande-Bretagne, SA en Australie, PAC et PT-POI en France, SSP en Ecosse, BE au Portugal...); illusions dans les partis réformistes existants (LP en Grande-Bretagne, PT au Brésil, DL en Allemagne, PRC en Italie, IU en Espagne, PCL au Liban...); ralliement à des partis bourgeois (Grünen en Allemagne, PRD au Mexique, MDC au Zimbabwe, PSUV au Venezuela, PPP au Pakistan...).

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSONS-NOUS, RELEVONS LE DRAPEAU ROUGE SOUILLÉ PAR LE STALINISME ET ABANDONNÉ PAR LE RÉFORMISME !

Or, la bourgeoisie a perdu son caractère progressiste, même dans les pays qui n'ont pas connu de révolution démocratique. À l'époque de l'impérialisme, aucune fraction de la bourgeoisie, aucun parti bourgeois ne saurait orienter l'économie vers la satisfaction des besoins sociaux, au lieu de la recherche du profit. Aucune politique des Etats nationaux, qu'elle soit « libérale » ou « keynésienne », ne saurait « réguler » l'économie capitaliste et empêcher la détérioration de la planète, l'accroissement des inégalités, le chômage, les crises économiques. Aucune concertation entre Etats bourgeois, aucun organisme international issu de leurs compromis ne limitera les interventions des puissances impérialistes dans les pays dominés, ni les rivalités entre elles.

Pour autant, la bourgeoisie ne disparaît pas d'elle-même de la scène de l'histoire. Classe exploiteuse, elle mène la vie économique : en achetant la force de travail des prolétaires, elle contrôle le processus de la production et dispose du produit du travail social, ce qui lui permet de s'approprier la plus value, la différence entre la valeur du produit et la valeur de la force de travail. En outre, elle est la classe sociale hégémonique : en temps ordinaire, elle gouverne et ses idées sont aussi les idées dominantes. Une forme de cette puissance sociale, perfectionnée au cours de la phase impérialiste, est l'intégration et la corruption des organisations dont se dotent les opprimés et les exploités, au premier chef les appareils du mouvement ouvrier (partis réformistes, bureaucraties syndicales).

Il revient au prolétariat, la classe dont les intérêts sont antagoniques à la bourgeoisie, de chasser celle-ci et, sur la base de cette révolution mondiale, de jeter les bases d'un mode de production supérieur, le socialisme. Seule la classe ouvrière, dont les rangs ont considérablement grossi en Amérique latine et surtout en Asie, peut ouvrir une issue à l'humanité, en se portant à la tête de tous les opprimés et de tous les exploités des campagnes et des villes, en constituant ses organes démocratiques de lutte et en les centralisant, en renversant l'Etat bourgeois, en prenant le pouvoir, en expropriant les grands groupes capitalistes, en étendant la révolution, en collaborant avec les autres gouvernements ouvriers qui en résulteront. Ainsi, seront réunies les conditions du socialisme : développement des forces productives, planification par les producteurs associés, suppression des frontières, dépérissement des classes sociales et de l'Etat.

Les résistances courageuses des ouvriers, des employés, des paysans, des étudiants, des femmes, des peuples opprimés ne manquent pas, dans les pays impérialistes, incluant les Etats-Unis, dans les pays capitalistes dominés, en particulier en Amérique latine, et dans les nouveaux pays capitalistes, y compris la Chine. Malgré le régime policier du PCC, les nouveaux bataillons du prolétariat mondial, les ouvrières et les ouvriers chinois que les appendices réformistes des bourgeoisies impérialistes présentent comme des ennemis aux travailleurs occidentaux et japonais, multiplient les grèves et les manifestations.

Pour vaincre, les travailleuses et les travailleurs doivent non seulement mener la lutte contre les patrons, les gouvernements à leur service, les corps de répression, mais aussi surmonter les obstacles que sèment les agents de la bourgeoisie, qui les subordonnent à la bourgeoisie, à leurs propres exploités. Il leur faut un parti à eux, un parti distinct du nationalisme, du réformisme et du centrisme. En s'appuyant sur la théorie de la révolution et de l'émancipation qu'est le marxisme, les éléments les plus conscients des travailleurs et de la jeunesse doivent se rassembler en un tel parti.

Evacuation immédiate de toutes les troupes impérialistes d'Irak, d'Afghanistan, du Liban, d'Haïti, de Côte d'Ivoire, du Tchad, du Kosovo... ! Fermeture de toutes les bases militaires américaines, françaises, britanniques... ! Fin des menaces contre l'Iran et du blocus de Cuba et de la Corée du Nord !

Respect des langues des minorités nationales, liberté de séparation pour les minorités nationales ! Droit au retour des réfugiés sur le territoire de la Palestine, destruction de l'Etat colonial sioniste pour une Palestine laïque, socialiste assurant les mêmes droits aux Juifs et aux Arabes !

Droits égaux pour les femmes et les hommes ! Séparation des religions et de l'Etat ! Liberté de circulation et d'établissement pour tous les travailleurs du monde ! Mêmes droits pour tous les travailleurs, quelque soient leur genre, leur âge, leur nationalité, leur orientation sexuelle !

Indexation des salaires et des pensions sur les prix ! Diminution du temps de travail pour supprimer le chômage ! Contrôle des travailleurs des villes et des campagnes sur la production, la répartition et le crédit ! Expropriation des grandes propriétés foncières et des grands groupes capitalistes nationaux et étrangers !

Abrogation de toutes les lois contre les travailleurs immigrés, les grèves, les syndicats, les partis ouvriers ! Autodéfense contre les bandes armées du capital (police, armée, fascistes, vigilantes, islamistes...) ! Dissolution des corps de répression !

Rupture des organisations issues de la classe ouvrière, partis et syndicats, avec le patronat, les gouvernements bourgeois, l'Etat ! Auto-organisation des travailleuses et des travailleurs (communes, soviets, conseils, shoras, cordons, assemblées populaires...) ! Gouvernement ouvrier et paysan, pouvoir des travailleurs ! République mondiale des conseils ouvriers !

Cusco, Paris, Vienne, 1^{er} mai 2008

Collectif Révolution Permanente